



# Les inégalités d'accès aux services publics, carburant pour le RN ?

QUESTIONS DE CAMPAGNE Bureaux de poste, centres des impôts, maternités... Leur fermeture est vécue par la population comme un déclassement

Fermeture de bureaux de poste, de centres des impôts, de services de maternité, suppression de classes, de petites lignes de train... En plus de fragiliser des territoires, contraignant leurs habitants à parcourir des kilomètres pour accéder à leurs droits, les restructurations de services publics, qui ont cours depuis plus de vingt ans, alimentent le vote pour le Rassemblement national (RN), lequel exploite opportunément le sentiment d'abandon et de déclassement qui en résulte.

Le politologue Jérôme Fourquet y voit « un carburant du RN dans les petites villes et les villages ». Dans son ouvrage *La France d'après* (Seuil, 2023), il montre la

corrélation entre la progression du vote RN entre 2002 et 2022 et la fermeture de toute une série de services publics, dans des préfectures, des sous-préfectures et d'anciens chefs-lieux de canton. Des disparitions « douloureusement vécues par les habitants et les élus », qui, rappelle-t-il, y voient une « rétrogradation » du rang de leur ville.

Dans une étude sur la mobilité des jeunes ruraux publiée en mai, l'Institut Terram, un groupe de réflexion qui se consacre à l'étude des territoires, et l'association Chemins d'avenir, qui lutte contre l'inégalité des chances des jeunes ruraux, estiment que les entraves à la mobilité, faute d'offre de transports pu-

blics, et l'isolement géographique ressenti par nombre de jeunes ruraux concourent à alimenter le vote en faveur du RN – les critères socio-économiques renforcent l'effet de lieu.

## Sentiment de relégation

Coautrice de *La Valeur du service public* (La Découverte, 2021), l'historienne Claire Lemerrier rappelle « la portée symbolique de ces services publics à la française dans l'imaginaire collectif. Bureau de poste et ligne de train matérialisent l'aménagement et la desserte du territoire jusque dans chaque canton, comme l'avait voulu la "République", à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, avec des bâtiments donnant une majesté à ce qui appartient à tout le

monde ». Donc, une fierté. Leur fermeture est vécue comme un déclassement en même temps qu'un désengagement de la puissance publique. « Voir se dégrader ces bâtiments n'est pas non plus sans effet », rappelle l'historienne.

Lancés en 2019 au sortir de la crise des « gilets jaunes », les guichets France Services – 2840 structures proposent un « bouquet » de services publics dans un lieu unique, accessible à chacun à moins de trente minutes – sont censés contribuer à la réduction du sentiment de relégation, aussi bien dans les territoires ruraux que dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville. « Mais le dispositif manque encore de lisibilité et de moyens »,

constate Claire Lemerrier, qui invite à mieux valoriser le métier de conseillers France Services.

« Non seulement les agents ont trop de missions, mais ils sont souvent eux-mêmes issus de milieux populaires », ajoute Clara Deville, sociologue travaillant sur les inégalités d'accès aux aides sociales. Stigmatiser les catégories populaires se tournant vers le RN est, selon elle, une erreur : « C'est aussi de la responsabilité de l'Etat, qui a lui-même creusé une distance sociale et symbolique par le recentrement urbain des services publics et par la dématérialisation. »

## « Dématérialisation »

D'autant que la sociologie du vote RN dépasse désormais largement les catégories populaires. Sur ses terrains, la sociologue constate que les notables locaux vivent tout aussi mal le recul des services publics, « symbole d'un déclassement territorial ». « Les élus locaux du RN l'ont bien compris, qui viennent grossir les cortèges dès qu'un service public est menacé, profitant du vide laissé par la gauche. »

C'est l'occasion pour le RN d'instrumentaliser la supposée concurrence entre une France des banlieues, qui serait immigrée et trop aidée, et une France des villages, qui serait abandonnée par l'Etat. Or, les campagnes et les banlieues ont en réalité bien plus en commun que ne voudrait le faire croire le RN. De même, les mécanismes de péréquation et de transferts sociaux en provenance des métropoles vers les territoires les moins dynamiques contredisent l'idée d'un « abandon » de l'Etat. « Le problème, c'est que cette redistribution n'est pas perçue par les gens. Alors qu'un guichet qui ferme, oui », souligne Claire Lemerrier.

C'est ce qui nourrit ce que Clara Deville appelle « la mise en concurrence des malheurs ». Un phénomène qu'elle a vu s'accroître avec la réorganisation de l'accueil dans les caisses d'allocations familiales, qui a pu complexifier les parcours d'accès aux droits : « Que voit-on de l'Etat quand il n'est plus là ? Que l'Etat s'occupe des "autres", cette figure située juste au-dessous de soi et qui se matérialise sous les traits racisés du profiteur d'aides sociales. » Et la gauche ? « François Hollande a poursuivi le mouvement de restructuration entamé sous Nicolas Sarkozy et la dématérialisation à marche forcée », rappelle Claire Lemerrier.

« Si la gauche espère reconquérir le vote des catégories populaires,

« QUE VOIT-ON DE L'ÉTAT QUAND IL N'EST PLUS LÀ ? QUE L'ÉTAT S'OCCUPE DES "AUTRES" »

CLARA DEVILLE  
sociologue

celles des bourgs mais aussi des banlieues et des villes, cela doit passer par des propositions fortes en matière de services publics », dit Julia Cagé, coautrice de *Une histoire du conflit politique* (Seuil, 2023) et engagée aux côtés des forces progressistes de gauche – par ailleurs présidente de la société des lecteurs du Monde. L'économiste considère que l'injustice dans l'accès aux services publics est l'un des principaux déterminants du vote RN, avec le pouvoir d'achat. Et ce, avant la question migratoire.

Quant au monde rural, il n'est pas structurellement conservateur, estime-t-elle, mais a en revanche été déçu par une offre politique de gauche essentiellement urbaine et peu attentive à ses préoccupations. « Si vous devez faire des kilomètres pour accoucher ou avorter, comment voulez-vous que des discours sur la constitutionnalisation de l'avortement et la PMA pour toutes vous parlent ? », rappelle-t-elle. Proposition de l'économiste : « Réintroduire l'ISF [impôt de solidarité sur la fortune] en ciblant toutes les recettes vers le financement des services publics sur tout le territoire. » De quoi rapporter 30 milliards d'euros par an, d'après ses calculs.

En matière de programmes pour les législatives de 30 juin et 7 juillet, le Nouveau Front populaire s'engage à un « plan d'investissement » afin que « personne ne [puisse] habiter à moins de trente minutes d'un accueil physique des services publics ». Mais aussi au « rattrapage des postes manquants de fonctionnaires », de l'hôpital à l'école publique. Dans sa profession de foi, le RN parle, quant à lui, de « réduire les déserts médicaux, soutenir l'hôpital public et sécuriser l'approvisionnement en médicaments », sans davantage de précisions, pour l'heure. La majorité devrait, quant à elle, s'appuyer sur ses engagements pris en avril pour simplifier les démarches administratives et améliorer les services publics. ■

CAMILLE BORDENET

## Dans les campagnes, les centres sociaux en première ligne

Ces structures œuvrant à la cohésion sociale permettent de maintenir des services de proximité et de lutter contre le sentiment d'abandon

### REPORTAGE

CHÂTILLON-SUR-SEINE (CÔTE D'OR) -  
envoyée spéciale

« Où est-ce qu'on a merdé ? » En cette semaine de « l'après », les questions se bousculent dans la tête de Christelle Priet, à la tête du centre social de la communauté de communes du pays Châtillonnais, à Châtillon-sur-Seine (Côte-d'Or). Non pas que les scores élevés du Rassemblement national (RN) aux élections européennes du 9 juin l'aient surprise, dans ce territoire enclavé qui cumule les indicateurs de fragilité. « Ça fait des années qu'on est en première ligne des émotions les plus difficiles, des années qu'on voit monter tout ça », soupire la directrice, très attachée à son territoire.

« Tout ça. » Comprendre : la précarisation de l'emploi, la disparition d'une série de guichets, de services hospitaliers, de classes... Et puis, les kilomètres de route jusqu'à Montbard, « pour parfois se casser le nez au guichet », les démarches en ligne « auxquelles on ne comprend rien », l'impression de « devoir attendre pour tout », de n'avoir plus prise sur rien, « de se

faire sans cesse avoir ». Il y a aussi la file des Restos du cœur, qui ne cesse de s'allonger. Ces réflexions racistes qui se banalisent. « Certains ont la conviction d'être lésés par rapport aux demandeurs d'asile du centre d'accueil pour demandeurs d'asile voisin, que leurs dossiers seraient traités plus vite sans les immigrés. »

### « Discours antitout »

Une mise en concurrence des missions, instrumentalisée par la rhétorique xénophobe de l'extrême droite. « On passe notre temps à faire de la pédagogie, à tenter de démêler les idées reçues, à rappeler que l'absence d'immigrés ne changerait rien aux lourdeurs administratives », dit M<sup>me</sup> Priet. Mais c'est très dur à déjouer. Surtout quand c'est ancré dans les mentalités. »

Des difficultés partagées par ses collègues ailleurs sur le territoire. Notamment dans les centres sociaux situés en zone rurale – lesquels représentent 22 % des 2283 structures maillant le territoire. Là où la dégradation de l'accès aux services publics se ressent plus fortement qu'en ville, faute d'autre solution de proxi-

mité. Là où le RN creuse depuis des années son sillon.

Directeur du centre social de Sury-le-Comtal (Loire), une commune où brassent divers milieux sociaux, plusieurs communautés et où le RN a obtenu 48,1 % des suffrages lors du scrutin du 9 juin, Jean-Baptiste Willaume est lui aussi témoin d'une « porosité aux discours antipauvres, anti-immigrés, antiprofiteurs, antijeunes ». Au point d'avoir décidé de faire de la lutte contre les idées reçues une priorité. « C'est le gros chantier, surtout en zone rurale. On organise des banquets citoyens, des repas du monde, on tente de tirer les discussions vers le haut mais, par moments, on ne sait pas par quel bout le prendre », reconnaît-il, frappé par l'« effet fédérateur de ces discours antitout devenus, pour certains, un outil de convivialité ».

De la Dordogne à la Marne, tous les directeurs interrogés s'accrochent pourtant à leurs « petites victoires » : le brassage qui opère lors d'animations, permettant de dépasser les fantasmes, des personnes qui sortent de leur isolement... Ou le fait de trouver des réponses. « Certains en pleurent par-

« ON PASSE NOTRE TEMPS À FAIRE DE LA PÉDAGOGIE, À TENTER DE DÉMÊLER LES IDÉES REÇUES »

### CHRISTELLE PRIET

directrice du centre social de  
Châtillon-sur-Seine (Côte-d'Or)

fois », témoigne M<sup>me</sup> Priet. Raison de plus pour le marteler : « Les centres sociaux jouent un rôle vital dans le maintien de la cohésion sociale, pour faire face au sentiment de déclassement et aux ruptures d'égalité », souligne Tarik Touahria, président de la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France. « Nous sommes l'un des premiers – parfois l'unique – visages du service public, une des rares institutions à considérer les gens, à leur rendre service, de la crèche aux seniors. On leur donne du pouvoir sur leur vie », insiste Romain Beaucher, président du centre social intercommunal des Portes du Morvan, à Lormes (Nièvre).

Encore faut-il qu'ils en aient les moyens. En réponse aux alertes lancées cette année par le secteur, dans un contexte de forte tension budgétaire, la Caisse nationale d'allocations familiales, avec le ministère du travail, de la santé et des solidarités, s'est engagée à augmenter de 11 % son financement des centres sociaux. Plus à octroyer un fonds d'urgence de 11,7 millions d'euros pour les plus en difficulté. « Si on doit continuer à lutter pour notre survie, ce sera vécu comme un abandon de plus par nos habitants. Avec les conséquences qu'on connaît désormais », met en garde M. Beaucher.

### Double casquette

Au centre social de Châtillon-sur-Seine, dans le petit bureau réservé à l'espace France services, voilà bientôt une heure et demie qu'Hélène Collin se débat avec la situation administrative d'un couple et des identifiants introuvables. Elle a la double casquette d'animatrice au centre social et de conseillère France services. A elle seule, elle est censée pouvoir jongler entre onze organismes de service public. Agente de catégorie C, elle ne

compte pas ses heures pour tenter d'absorber le flux de demandes, dépassant largement l'accueil de premier niveau de sa fiche de poste. « Avec les secrétaires de mairie, on est les seuls êtres humains qui veulent bien encore répondre aux gens en proximité. »

En face, un couple est bien démuné. Ils sont venus de leur village exprès. Lui, électricien, a peur de se tromper dans le calcul de sa retraite. Elle, aide-soignante retraitée, n'a pas de compte Ameli. « On subit, c'est fait exprès pour qu'on abandonne », maugrée le monsieur. « Suis pas convaincu qu'avec les fascistes au pouvoir ça aille franchement mieux », commente-t-il toutefois. « Les guichets France services ont été vendus par le gouvernement comme la baguette magique. Mais c'est de la poudre aux yeux, s'agace la directrice, M<sup>me</sup> Priet. On sert de variable d'ajustement pour absorber les effets désastreux de la dématérialisation. Est-ce qu'au moins les gouvernements se rendent compte de ce qu'ils ont produit ? Parce que, aujourd'hui, on en paye tous le prix. » ■

CA. B.